Revue-IRS

Revue Internationale de la Recherche Scientifique (Revue-IRS)

ISSN: 2958-8413

Vol. 4, No. 5, Octobre 2026

This is an open access article under the CC BY-NC-ND license.

ANALYSE DU POTENTIEL ÉCONOMIQUE DES FORETS DU CORRIDOR DE MONKOTO DANS LA PROVINCE DE LA TSHUAPA, REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Ngounde Hiol Hiol P.A, TCHOUAMO Isaac Roger, MBONG EKOLLO serge Alain

Rainforest alliance; ERAIFT, Université de Dschang

Résumé: Cette étude analyse le potentiel économique actuel du corridor de Monkoto, situé dans la province de la Tshuapa, en République Démocratique du Congo, et assurant la séparation entre les blocs nord et sud du Parc National de la Salonga. Ce territoire joue un rôle stratégique à la fois écologique, en tant que corridor fonctionnel pour la biodiversité, et économique, en tant qu'interface d'échanges de biens et services au sein du paysage de la Salonga.L'analyse s'inscrit dans le cadre de l'évaluation de l'impact de la gestion durable des forêts sur la structuration et la dynamique économique locale. La méthodologie repose sur des enquêtes socio-économiques menées auprès de 250 personnes issues de huit (08) villages, complétées par des observations directes de terrain. Les données collectées ont permis d'identifier les principales activités économiques, les sources de revenus et les formes de dépendance aux ressources forestières. Les résultats montrent que l'économie locale est largement dominée par l'exploitation directe des ressources naturelles, notamment l'agriculture de subsistance, la chasse, la pêche et l'exploitation artisanale des produits forestiers. Malgré cette forte dépendance, le potentiel économique du territoire demeure faiblement valorisé. Les produits forestiers non ligneux, les services écosystémiques et les opportunités liées à une gestion durable structurée restent insuffisamment intégrés aux stratégies économiques locales. L'enclavement, le manque d'infrastructures, l'accès limité aux marchés et la faiblesse des mécanismes d'accompagnement institutionnel constituent les principales contraintes. L'étude met en évidence l'importance de renforcer les approches de gestion durable des forêts comme levier de diversification économique, de création de valeur locale et de conciliation entre conservation de la biodiversité et amélioration des moyens de subsistance des communautés riveraines du corridor de Monkoto.

Mots clés : Potentiel économique ; Gestion durable des forêts ; Corridor écologique ; Produits forestiers non ligneux ; Services écosystémiques.

Digital Object Identifier (DOI): https://doi.org/10.5281/zenodo.23835968

1 Introduction

Les forêts tropicales constituent un pilier fondamental des économies rurales en Afrique centrale, en fournissant des moyens de subsistance, des revenus monétaires et des services écosystémiques essentiels aux populations locales. En République Démocratique du Congo (RDC), les forêts couvrent environ 155 millions d'hectares, soit près de 66 % du territoire national, et représentent l'un des principaux actifs économiques du pays, en particulier dans les zones rurales enclavées où les alternatives économiques demeurent limitées (DSCPR, 2011). Malgré cette importance, la contribution réelle des forêts au développement économique local reste largement sous-évaluée et insuffisamment structurée.

Dans les territoires forestiers de la RDC, l'économie locale repose en grande partie sur l'exploitation directe des ressources naturelles, notamment l'agriculture de subsistance, la pêche, la chasse et la collecte des produits forestiers non ligneux (PFNL). Ces activités constituent une source majeure de revenus et de sécurité alimentaire pour les ménages ruraux, tout en s'inscrivant dans des chaînes de valeur informelles, faiblement organisées et peu intégrées aux marchés nationaux et régionaux (Rainforest Foundation, 2015). Plusieurs études ont montré que, dans certaines régions forestières du pays, les ressources issues de la forêt contribuent à plus de la moitié des revenus des ménages, soulignant ainsi le rôle central du capital forestier dans les économies locales (De Merode et al., 2004 ; Debroux et al., 2007).

Cependant, l'exploitation économique des forêts en RDC se caractérise par une faible valorisation, une dépendance à des activités à faible productivité et une vulnérabilité accrue aux chocs économiques et environnementaux. L'enclavement des territoires, l'insuffisance des infrastructures de transport, l'accès limité aux marchés, ainsi que la faiblesse des dispositifs de gouvernance économique et forestière constituent des contraintes majeures à l'optimisation du potentiel économique forestier. Dans ce contexte, les politiques de gestion durable des forêts sont de plus en plus perçues non seulement comme des instruments de conservation, mais également comme des leviers économiques susceptibles de structurer les activités locales, d'améliorer la création de valeur et de renforcer les revenus des communautés riveraines.

Le corridor de Monkoto, situé dans la province de la Tshuapa et assurant la continuité spatiale entre les blocs nord et sud du Parc National de la Salonga, illustre de manière exemplaire ces enjeux. Ce territoire occupe une position stratégique à la fois géographique et économique, en tant que zone de transit, d'échanges et de production au sein du paysage de la Salonga. Malgré l'abondance de ses ressources forestières, le potentiel économique du territoire de Monkoto demeure largement sous-exploité, en particulier en ce qui concerne la valorisation des PFNL, le développement de chaînes de valeur locales et l'intégration des services écosystémiques dans l'économie territoriale.

Dans cette perspective, la présente étude vise à analyser le potentiel économique actuel du territoire de Monkoto, en examinant la structure des activités forestières, les sources de revenus des ménages et les contraintes qui limitent la valorisation économique des ressources forestières. L'étude cherche à répondre à la question suivante : dans quelle mesure les pratiques actuelles de gestion forestière influencent-elles la capacité du territoire de Monkoto à générer des retombées économiques durables pour les populations locales ?

2 Outils et Logiciels utilisés

La réalisation de cette étude a nécessité l'utilisation de plusieurs outils de terrain et logiciels d'analyse, mobilisés à différentes étapes de la collecte, du traitement et de l'analyse des données.

2.1 Outils de terrain

- Un (01) ordinateur portable a été utilisé pour la saisie, le traitement des données et la rédaction du rapport final.
-Deux (02) GPS Garmine Trex 64 ont servi à l'enregistrement des coordonnées géographiques des sites de collecte des données.
-Deux (02) boussoles ont été utilisées pour l'orientation des équipes lors des travaux de terrain.
- Du matériel didactique a été mobilisé pour faciliter les échanges avec les enquêtés lors des enquêtes socio-économiques.
-Trois cents (300) fiches d'enquêtes auprès des ménages ;
-Dix (10) fiches d'entretien destinées aux acteurs de la gestion forestière ;
-Quatre-vingts (80) fiches d'observation pour les relevés de terrain.

2.2 Logiciels d'analyse et de traitement des données

- R Studio a servi au traitement des données quantitatives et à la réalisation des analyses statistiques.
- Vensim PLE a été mobilisé pour la modélisation des systèmes de gestion et l'analyse des dynamiques socio-économiques.
- Garmin Express a été utilisé pour le transfert, la gestion et l'archivage des données GPS collectées sur le terrain.
- ChatGPT (outil d'intelligence artificielle) a été utilisé comme appui à la reformulation linguistique, notamment pour l'amélioration de l'orthographe, du vocabulaire et de la syntaxe des textes, sans interférence dans l'analyse scientifique des résultats.

3 Approche méthodique, Résultats et Recommandation

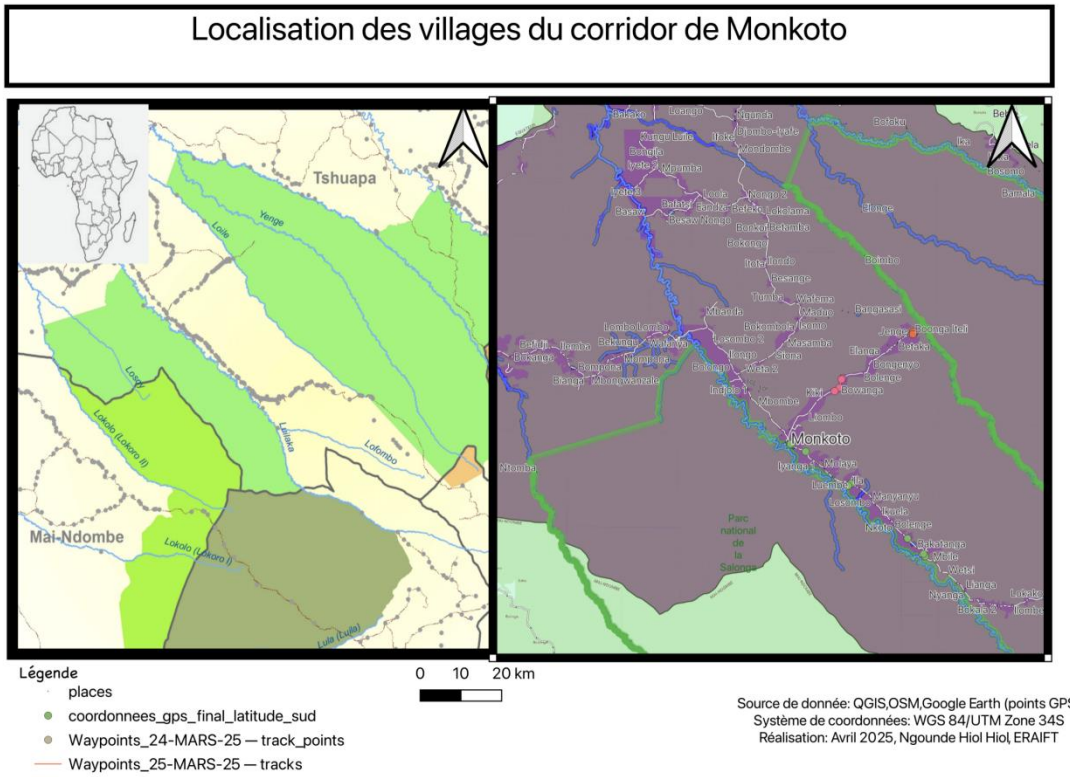
3.1 Approche méthodique

3.1.1 Zone d'étude

D'une superficie d'environ 36 385 km², le territoire de Monkoto est situé dans la province de la Tshuapa, en République Démocratique du Congo, entre 1°37' de latitude sud et 20°39' de longitude est. Sur le plan administratif, il est structuré en 28 groupements répartis dans 239 villages, dont 63 villages dans le secteur de Bianga (5 groupements), 109 dans le secteur de Monkoto (18 groupements) et 67 dans le secteur de Nongo (5 groupements). La population totale du territoire est estimée à 161 346 habitants (PNUD, 2023).

Le territoire de Monkoto se situe au cœur du bassin central du Congo et présente une géographie caractéristique des régions forestières équatoriales. Le relief est globalement plat à légèrement ondulé, marqué par de vastes plaines alluviales et des plateaux faiblement inclinés, avec des altitudes comprises entre 300 et 500 mètres (Geerling, 1980 ; Küchler, 1988). Cette configuration topographique favorise le développement d'une couverture forestière dense et relativement continue.

Le réseau hydrographique y est particulièrement développé. La rivière Tshuapa traverse le territoire du nord au sud et constitue l'axe hydrologique principal. Elle est alimentée par plusieurs affluents secondaires, notamment les rivières Luilaka, Lokina et Wamba, formant une trame fluviale dense. Ce réseau hydrographique joue un rôle essentiel dans le fonctionnement écologique du territoire et soutient des activités économiques locales majeures telles que la pêche, le transport fluvial et l'approvisionnement des populations riveraines (WWF-DRC, 2017).



.**Figure 1.** Carte de localisation du territoire de Monkoto.

3.1.2 Approche méthodique

- Population

Le territoire compte 28 groupements répartis en 239 villages : 5 groupements pour 63 villages dans le secteur de Bianga, 18 groupements pour 109 villages dans celui de Monkoto, et 5 groupements pour 67 villages dans celui de Nongo. Pour une population d'environ 161 346 (UNDP, 2023).

- Echantillonage

Les localités telles que (Bétambé, Illiko, Issaka, Bonguila, Boangi) Axe Boangi, (Bonga, Isenga) Axe Bonga et (Indjolo) Axe Boende du territoire de Monkoto ont été identifiées comme échantillon de notre recherche. Les critères de choix de ces villages sont :

- L'accessibilité
- La participation des populations aux échanges
- La sécurité

Au total deux cent cinquante (250) individus ont subi des interview à l'aide du questionnaire. Quatre (04) institutions ont été sollicitées pour des entretiens à savoir l'AASSD, Rainforest alliance, WWF et l'ICCN; les chefs des villages et des groupements concernés ont également répondu à nos questions sur la gestion durable des ressources forestières dans le corridor de Monkoto.

- Méthodologie

- Pour le recensement, analyse des principales activités économiques forestières durables mises en œuvre et mesure les retombées économiques locales.

Les données sur les activités économiques forestières durables ont été identifiées par :

- Les Enquêtes par questionnaire auprès des ménages
- Les entretiens avec les acteurs clés (ONG locales, autorités traditionnelles et forestières)
- Les observations directes.

Une analyse descriptive (statistiques simples: Fréquences, pourcentages, moyennes) afin de classer les types d'activités économiques selon leur fréquence d'apparition et l'importance perçue(Babbie, 2013) .

Les activités recensées sont évaluées selon trois dimensions de la durabilité (FAO, 2010) :

- Écologique : impact sur la forêt, biodiversité, sols, etc.
- Économique : rentabilité, diversification des revenus, accès au marché.
- Sociale : participation communautaire, équité, transmission des savoirs. Et des échelles de Likert ont permis de mesurer les niveaux de satisfaction et les perceptions subjectives de durabilité (Bernard, 2017).

- Pour la formulation des recommandations pour améliorer la durabilité environnementale et la rentabilité économique des pratiques forestières dans le corridor.

L'organisation de groupes de discussion (Focus groups) avec les représentants de la communauté locales, les exploitants forestiers, les ONG locales a été effectuée (Chambers, 1994).

Des constats clés ont été évoqués sur les problèmes identifiés, des bonnes pratiques existantes et des propositions des solutions locales (COMIFAC, 2014).

Une analyse multicritère a été fait suivant l'utilisation d'une matrice de priorisation (Lescuyer et *al.*, 2012) prenant en compte (la faisabilité (institutionnelle, technique, financière), l'impact environnemental attendu, l'impact économique locale et l'acceptabilité sociale). Aussi le classement des recommandations en trois niveaux: Court, moyen et long terme (REDD+ RDC, 2018).

3.2. Résultats et discussions

3.2.1. Résultats

3.2.1.1.Pour le Recensement et l'analyse des principales activités économiques forestières durables mises en œuvre.

Les investigations auprès des populations locales et les gestionnaires locaux ont permis de recenser les activités économiques durables dans le corridor de Monkoto répertoriées dans le tableau suivant

Tableau 1. Activités économiques durables dans le corridor de Monkoto

Activités	Détails	Localisation	difficultés	Durabilité	Prix
Pêche durable	Par capture avec les filets (maille 2-3) et par ligne de pêche. Les espèces *Clarias buthupogon* et *Synodontis nigriventris* sont les plus commercialisées	Côte nord de la rivière Luilaka et ses affluents, généralement situés à 3 km des villages.	Manque de matériels de pêches, pas d'accès au marché locale, inondation de la zone de pêche	La pêche durable est encouragée grâce à l'utilisation de filets maillés et la surveillance des écogardes, limitant les impacts écologiques.	1a botte (assemblage de poisson souvent dans les *marantochloa leucantha)* =5000 Fc
Agriculture	Agriculture de	Champs situés	Manque de	Encadrement par	Manioc : 500

durable	subsistance (manioc, maïs, riz) et cultures de rente (arachides, bananes).	autour des villages (2-5 km), souvent proches des zones forestières.	matériels agricoles pas d'accès au marché locale, pas de subvention agricole, route inexistante	des initiatives locales pour limiter la déforestation et promouvoir des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement .	kg/ha 1 sac de 100kg = 35000 Fc; Maïs : 300 kg/ha 1 sac de 100kg = 50000 Fc; Riz : 400 kg/ha. 1 sac de 100kg = 120000 Fc
La chasse durable	Chasse de subsistance principalement axée sur le petit gibier (antilopes, rongeurs, oiseaux).	Proximité des villages (0-10 km), principalement en périphérie des zones forestières protégées.	les zones de chasse définit ne stock pas une grande quantité de gibier, le paiement non réglementé des taxes de chasse et la manque de connaissances de la législation forestière par les différents acteurs de l'activité	Zones de chasse définies, Utilisation d'arcs, pièges traditionnels, et parfois fusils artisanaux, limitant la chasse intensive, Paiement des taxes de chasse (15000 Fc)	gibier (En fonction de la taille) = petit :15000 Fc Moyen:50000 Fc Gros: 70000 Fc
Initiatives locales de développement durable	la pisciculture, l'apiculture, l'élevage durable (volaille, petit bétail, cochon), la culture des potagers	Dans les villages, se fait dans les étangs, les enclos et en divagation.	pas destiné à toute la population seule des particuliers (leaders communautaires) bénéficient, les projets sont abandonnés après le départ des bailleurs	sensibilisation, partage de compétence et mise en application des bonnes pratiques de gestion durable	Poissons =5000 Fc/botte Cochon = 5000 FC /Kg Chèvre,Mouton = 5000 Fc /Kg Poule = 10000 Fc

Impacts de durabilité de ces activités sur le territoire de Monkoto

- La pêche durable se fait par filet (maille 2-3), par ligne de pêche hameçons, par nasses traditionnelles et par barrage temporaire. Au moyen des pirogues de fabrication artisanal. La commercialisation se fait sur place dans les villages (routes, domiciles des pêcheurs) ; rarement dans les marchés. Le poisson vendu est emballé dans des feuilles de *marantochoa Leucantha.* Elle génère des revenus pour les communautés locales, favorisant la résilience économique. Elle participe à la sécurité alimentaire et renforce les liens communautaires grâce aux échanges locaux. Le poisson fumé est une forme importante de conservation et de commercialisation.

Les principales espèces de poissons pêchées dans les rivières du corridor sont condensées dans le tableau suivant :

Tableau 2: Espèces de poissons pêchées dans le corridor de Monkoto

Noms locales	Noms communs	Noms Scientifiques	Prix(FC)
Mbéla/Mbisi	Poissons-chat africain	*Clarias gariepinus*	*5000*
Ngunu	Tilapia	*Oreochromis niloticus*	*5000*
Mboloko	Poisson-tigre	*Hydrocynus Vittatus*	*5000*
Ngolo	Poisson-chirugien	*Labeo spp*	*5000*

Mokeke	sillure	*Synodontis spp*	*5000*
Nsusu	Arowana africain	*Heterotis nilocus*	*5000*
Lokélé	Poisson éléphant	*Gnathonemus petersii*	*5000*
Liboké	Poisson à écaille (Carpe)	*Barbus spp*	*5000*
Mbala	poisson couteau africain	*Xenomystus nigri*	*5000*

- **L'agriculture durable** se fait entre l'agriculture de subsistance comme les cultures vivrières principales (manioc (*Manihot esculenta)*, maïs (Zea mays), riz (Oryza sativa) Patate douce *(Ipomoea batatas)*), les légumineuses (Arachide (*Arachis hypogaea),* Niébé *(Vigna unguiculata), Haricot (Phaseolus vulgaris))* et les cultures de rente (le Palmier à huile (*Elaesis guineensis),* Cacaoyer *(Theobroma cacao),* Caféier *(Coffea canephora*)). Les méthodes employées sont les pratiques traditionnelles et l'agroforesterie. Aussi les rotations des cultures pour préserver la fertilité des sols. La commercialisation se fait Sur place dans les villages ou dans des marchés locaux. La durabilité de cette activité permet la préservation des sols grâce à la rotation des cultures et aux pratiques agroforestières avec l'association des cultures avec les essences forestières (*Terminalia superba, Acacia grevillea*)., La génération de revenus pour les ménages grâce à la vente des surplus agricoles et Contribution à la sécurité alimentaire et transmission des savoir-faire agricoles entre générations.La transformations du riz locales est faite à partir des machines de décorticages, la conservation du manioc sous forme de "Chikouang" ou "Kwanga" améliorée vendu à 100 FC la pièce permet une meilleur commercialisation du manioc. Le maïs est associé au manioc et ensuite distillé pour produire du whisky locale (Aguéné) qui est un produit favorable à l'exportation dans les autres territoires car les propriétaires des bateaux préfèrent le transporté au détriment des vivres plus lourds il est vendu localement au prix de 1000 FC/litre

- **La chasse durable ou chasse** de subsistance est principalement axée sur le petit gibier (antilopes, rongeurs, oiseaux). Notamment les Céphalophes (petites antilopes), aulacodes (Thryonomys), pintades. La commercialisation se fait par consommation locale principalement, avec vente occasionnelle sur les marchés proches et échange entre les acteurs (le gibier pour les légumes ou le poisson). Son impact écologique est de réduire l'impact sur la biodiversité grâce à des pratiques de chasse réglementées et à la surveillance des écogardes de l'ICCN économiquement. C'est une source de revenus secondaire pour les ménages. Le gibier est vendu ou échangé contre d'autres biens essentiels et favorise la transmission des savoir-faire traditionnels.

la vente se fait par morceau, le gibier est préalablement dépecé et couper en petit morceau en moyenne le morceau se vend à 5000 Fc. La conservation se fait par fumage et séchage. Les trophées tel que la peau de léopard ou les dents sont le plus souvent donnée au chef du groupement et est signe distinctif de notoriété.

le tableau 3 suivant illustre les différentes espèces sauvages chassées dans le corridor de Monkoto

Tableau 3: Espèces de faune sauvage chassées à Monkoto

Noms Locales	Noms Communs	Noms Scientifiques
Mbavé	Céphalophe à dos jaune	*Cephalopus sylvicultor*
Ndjoku	Céphalophe bleu	*Philantomba monticola*
Ngulu	Sanglier des forêts	*Potamochoerus porcus*
Libanza	Aulacode	*Thryonomys Sxinderianus*
Koko	Singe rouge	*Piliocolobus badius*
Mbuta	Pangolin géant	*Smutsia giganrea*
Pintade	Pintade noire	*Numididae*
Tortue	Tortue forestière	*Kinixys erosa*

- Les Initiatives locales de développement durable sont toutes les autres activités parallèles ou sécantes aux activités traditionnelles (la pisciculture(*Oreochromis niloticus)*, l'apiculture, l'élevage amélioré, le commerce des chenilles et champignons comestibles, du safou (*Dacryodes edulis*).

Des activités complémentaires tel que le renforcement en formation de fumage amélioré (poissons et viandes), la production de paniers, toiture, natte en raphia ou localement appelé Ngongo (*Raphia farinifera)* Elles peuvent être des alternatives économiques permettant de réduire la pression sur les valeurs naturelles de la forêt. Aussi elles permettent de diversifier l'alimentation locale axé sur la consommation de poisson et de feuille de manioc, la réduction de la dépendance à la viande de brousse, . Le plus souvent initié par les ONG locale se sont des sources économiques et une volonté de transfert de pratique moderne.

- Les Produits forestiers non ligneux (PFNL) jouent un rôle important dans la subsistance quotidiennes des populations. Elles ne suscitent pas une inclusion dans le potentiel économique du corridor car son exploitation reste à des fins de consommation personnel sauf en cas de proportion importante présente dans un lieu spécifique (appartenant à un individus, facteurs géographiques).

Dans le tableau suivant a été indiqué les PFNL présent et leurs utilisations quotidiennes.

Tableau 4: Produits Forestiers non ligneux (PFNL) consommés dans le Corridor de Monkoto

Catégorie	Nom Local	Nom commun	Nom Scientifique	Usage
Fruits sauvages	Safu	Prune	*Dacryodes edulis*	Alimentaire (frai ou bouilli ou sur des braises)/vente en cas de surproduction (100Fc /fruit)
	Tulemba	Noix de cola	*Cola acuminata*	Stimulent/ valeur spirituel/ vente occasionel (100Fc/ fruit)
	Nsafu ya Nkoyi	Moabi	*Baillonella toxisperma*	Huile comestible/médicinale
Graines et huiles	Nguba ya b'eyele	Njangsan	*Ricinodendron heudolotii*	Condiment/huile/Vente (sous forme de fruit (une dizaine de graine à 500Fc)
	Makusu	Noix de palme	*Elaeis guineensis*	Huile de Palme/ consommation direct des fruits/vente (Tas de 12 fruits à 1000Fc)
Légumes et feuilles	Fumbwa	Gnetum	*Gnetum africanum*	Alimentaire
	Mbeya, Mbwe	Marante sauvage	*Marantochoa Leucantha*	Alimentaire (cas des jeunes plantes)/ Emballage (chikouang, poissons et mets locaux)/matériaux de construction
Chenilles comestibles	Mponzi, Minyenya	chenilles	*Imbrasia oyemensis*	Protéines animales
Lianes	koko	Liane koko	*Talinum triangulare*	Feuilles consommées comme légume
champignons comestibles	Makumbi	champignons de forêt	Plusieurs espèces	Alimentaire/commercialisation
Miel	Nsita	Miel sauvage	*Apis mellifera adansonii*	Aliment/Médicinale/vente (8000 Fc/Litre)
Écorces et plantes médicinales	Bondo	Remède traditionnel	Les familles des *Annonaceae, Rubiacceae*	Médecine traditionnelle (Lutte contre les hémorroïdes faiblesses sexuelles et mal de ventre)
fibres et matériaux de constructions	Ngongo	Raphia	*Raphia farinifera*	Toitures, Nattes, cordages et vannerie

Vin de palme	masanga Mbila	Vin de palme	*Elaeis guineensis, Raphia spp*	boisson locale

3.2.1.2. Mesure des retombés économiques

L'analyse des informations recueillies sur le terrain ont permis de dresser le tableau 17qui est une récapitulation des retombés économiques des activités de gestion durable mises en place dans le corridor de Monkoto.

Tableau 5: Retombé financière des activités économique durable

Activités	Intitulé	Part de l'activité dans le revenu total du ménage	Production	Prix unitaire (Franc Congolais)	Revenu mensuel
Agriculture	culture de Maïs	Plus de 75%	300kg /ha	50.000 FC/100kg	Entre 100.000 - 200.000
	culture de Manioc	Plus de 75%	500 kg/ha	35.000 FC/100kg	Entre 100.000 - 200.000
	culture de Riz	Plus de 75%	400 Kg/ha	120.000 FC/100Kg	Entre 200.000 - 500.000
	Autres	Entre 50 et 70%	cultures pour échange et subsistante	pas de commercialisation	
Elevage	Porciculture	Plus de 75%	A/D	5000 FC/Kg	Entre 50.000- 100.000 FC
	Petit Bétail	Plus de 75%	A/D	5000 Fc/Kg	Entre 50.000- 100.000 FC
	Volaile	50%	A/D	10.000 Fc /Individus	Entre 50.000- 100.000 FC
Chasse	Petit gibier	50%	A/D	5000 Fc/Morceau	Entre 50.000- 100.000 FC
Pêche	Poissons	75%	A/D	5000 Fc/Botte	Entre 50.000- 100.000 FC
PFNL	Mbeya	10%	A/D	100Fc / Tige	moin de 50000
	Fruits	10%	A/D	300 Fc/fruit	moin de 50000
Exploitation artisanal	Bois d'oeuvre	Entre 50% et 75%	A/D	35000 Fc/ Fabrication (Chaise, table, porte)	Entre 100.000 - 200.000
	Bois de chauffage	Entre 25% et 50%	A/D	6163 Fc / Fagot (5 tiges en moyenne)	moin de 50000

Le tableau 4 montre que dans le corridor de Monkoto, les populations locales tirent l'essentiel de leurs revenus d'une diversité d'activités liées aux ressources naturelles, en particulier l'agriculture. Celle-ci domine largement le paysage économique local, représentant plus de 75 % du revenu pour de nombreux ménages. Les cultures

vivrières comme le riz, le maïs et le manioc sont les plus pratiquées, générant des revenus mensuels pouvant atteindre entre 100.000 et 500.000 FC. Cette forte dépendance à l'agriculture dans les zones forestières rejoint les observations de (Tiani et al., 2008), qui montrent que la majorité des ménages ruraux d'Afrique centrale vivent principalement de la culture des terres. Mais le manque d'accès au marchés, l'inexistence des routes et moyens financiers font de ce secteur un chantier en évolution.

À côté de l'agriculture, l'élevage en divagation (porcs (*Scrofa domesticus)*, chèvre (*Capra hircus*), Mouton (*Ovis aries)*, Poulet (*Gallus gallus domesticus)*, Canard (*Anas platyrhynchos)*) généralement en divagation constitue une source de revenu complémentaire, bien que sa production soit souvent occasionnelle (A/D). Il permet néanmoins à plusieurs ménages de générer entre 50.000 et 100.000 FC par mois. La chasse et la pêche artisanale, quant à elles, offrent aussi des apports non négligeables au revenu mensuel, notamment pour les ménages vivant à proximité des rivières et des forêts. Ces deux activités jouent un rôle de soutien économique et nutritionnel dans les zones rurales, comme l'ont souligné (Nasi et al., 2011), en mettant en évidence leur importance pour la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des communautés forestières.

Les produits forestiers non ligneux (PFNL), tels que les feuilles de mbeya (*Marantochoa Leucantha* encore jeune) ou les fruits sauvages, bien qu'ils génèrent des revenus plus modestes (généralement moins de 50.000 FC/mois), restent essentiels pour de nombreux ménages, notamment en période de soudure ou de difficulté économique. Shackleton et *al*. (2007) soulignent d'ailleurs que ces produits jouent un rôle crucial de filet de sécurité, souvent sous-estimé dans les évaluations économiques rurales. Les PFNL

Enfin, certaines familles s'investissent dans l'exploitation artisanale du bois, notamment à travers la fabrication de meubles ou d'objets utilitaires. Cette activité, bien que moins répandue, peut générer jusqu'à 200.000 FC par mois, illustrant une forme de spécialisation artisanale à forte valeur ajoutée. Cette tendance est en accord avec les travaux de (Karsenty &Ferron, 2017), qui rappellent l'importance croissante du bois transformé dans les économies forestières locales.

En somme, cette diversité d'activités montre à quel point les ménages de Monkoto s'appuient sur une économie forestière plurielle, à la fois agricole, sylvicole, faunique et halieutique. Elle confirme aussi la nécessité d'envisager des stratégies de gestion durable qui prennent en compte l'ensemble des usages et des fonctions des écosystèmes forestiers.

3.2.2. Discussions

3.2.2.1 Recensement, analyse des principales activités économiques forestières durables mises en œuvre et mesures des retombés économiques.

L'analyse croisée des résultats confirme que les pratiques de gestion durable des forêts (GDF) ont contribué à diversifier et à renforcer les sources de revenus des ménages dans le corridor de Monkoto. Les activités telles que l'agriculture durable , la pêche durable, l'élevage, la chasse durable, la valorisation des PFNL ou encore l'exploitation artisanale du bois témoignent d'un potentiel économique local réel, avec des revenus mensuels allant de 50.000 à 500.000 FC selon les activités. Ce constat rejoint les observations de Tiani et *al*. (2008) et de Nasi et

al. (2011), qui soulignent l'importance des forêts comme piliers économiques des communautés rurales en Afrique centrale.

Cependant, cette dynamique est largement contrainte par des facteurs structurels, notamment l'inexistence de routes praticables, l'absence de débouchés commerciaux, le manque d'encadrement technique et la faible organisation collective. Plusieurs initiatives innovantes, comme la pisciculture ou l'apiculture, lancées par les ONG locales, peinent à se pérenniser sans soutien externe, révélant une dépendance à l'aide et une faible appropriation locale, un problème déjà identifié par (Shackleton et *al*. 2007) et (Karsenty & Ferron, 2017) dans d'autres contextes forestiers du bassin du Congo.

Si les pratiques de gestion durable des forêts (GDF) ont un impact positif mesurable sur les revenus des ménages et la sécurité alimentaire, notamment à travers la diversification des activités (PFNL, apiculture, agroforesterie), leur effet structurant sur le développement local demeure encore limité. Cette limite s'explique par des faiblesses systémiques persistantes, telles que l'insuffisance des infrastructures de base, la faible organisation des filières économiques locales, le manque d'accès aux marchés, et une gouvernance communautaire fragile.

Comme le soulignent Agrawal et Ostrom (2001), sans un renforcement simultané des institutions locales et des capacités collectives, les bénéfices environnementaux de la GDF risquent de ne pas se traduire durablement en gains socio-économiques pour les communautés concernées. Cela justifie pleinement la nécessité d'investir dans les infrastructures rurales (routes, stockage, transformation), de structurer les chaînes de valeur locales, de renforcer les compétences techniques des populations, et de promouvoir une gouvernance inclusive fondée sur la transparence et la participation active des communautés forestières afin que la gestion durable devienne un levier véritable de développement endogène (Wasseige et *al*., 2014 ; CIFOR, 2012).

3.2.2.2. Analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces (SWOP).

- Forces

- Activités génératrices de revenu diversifiées
-Méthode durable (rotation, agroforesterie, filets sélectifs)
- Potentiel de transmission intergénérationnelle
- Préservation des fonctions écologiques

- Faiblesses

- Infrastructures quasi inexistantes (routes, stockage).
- Pas d'accès stable aux marchés ou réseaux de distribution.
- Dépendance aux ONG pour le démarrage ou le suivi des projets
- Faible structuration collective ou coopérative

- Opportunités

- Formalisation des forêts communautaires (inspiration Cameroun).
- Appui au développement local dans les plans provinciaux
- Structuration des filières locales (riz, poisson, PFNL)

- Menaces

- Conflits fonciers et homme-faune persistants.
- Abandon des projets à la fin des financements extérieurs (manque de durabilité dans la conception des projets)

- Pression démographique et expansion de l'agriculture sur brûlis.

L'analyse des objectifs a permis de dégager des résultats globalement cohérents. On observe que les pratiques de gestion durable mises en place qu'elles soient issues des savoirs traditionnels, portées par les communautés locales ou accompagnées par des ONG jouent un rôle réel dans la préservation des valeurs écologiques du corridor de Monkoto. Elles contribuent à maintenir la biodiversité, à soutenir les fonctions écosystémiques essentielles, et à préserver une certaine connectivité du paysage forestier.

Parallèlement, ces pratiques ont également un impact positif sur les conditions de vie des populations locales : elles permettent de diversifier les activités économiques, de renforcer la sécurité alimentaire, et d'offrir des alternatives plus durables à l'exploitation des ressources naturelles.

Cependant, malgré ces avancées, l'effet de ces initiatives reste souvent freiné par des obstacles structurels persistants. Le manque d'infrastructures de base, l'éloignement des marchés, le faible niveau de coordination entre acteurs, ou encore l'inégalité d'accès aux opportunités économiques limitent la portée de ces efforts. Ces constats soulignent l'intérêt d'une approche intégrée qui articule conservation et développement, mais montrent aussi qu'il est nécessaire d'ajuster et de renforcer les stratégies en place.

C'est dans cette perspective que s'inscrivent les recommandations proposées dans la suite de ce travail. Elles ont été construites à partir des réalités du terrain, des besoins exprimés par les communautés et des contraintes identifiées. L'objectif est de soutenir les efforts existants, d'encourager leur appropriation locale, et de renforcer la cohérence entre la gestion des ressources naturelles et les dynamiques de développement à l'échelle territoriale.

3.2.3. Recommandations

3.2.3.1. Recommandations des populations locales

l'unanimité sociale survint quand la majorité décide de prendre son destin en main, la population déplore la situation actuelle et œuvre pour un changement ponctuel et exponentiel des pratiques de développement durable. Ces recommandations s'adressent aux acteurs de décisions (ONG, organes politiques et bailleurs de fond) :

- La sensibilisation sur la GDF et les bonnes pratiques (modernes et efficaces)
- La sensibilisation et vulgarisation de la législation Forestière
- La Définition des limites du PNS et la communication des organes de gestion
- La participation des populations locales dans les prises de décision
- La transparence des organes de gestions sur les revenus issus de la conservation du PNS
- La construction des infrastructures (Routes, Marchés, Écoles, Centre de santé, Latrines, Forage)
- Apport en intrants agricoles, matériels pour les pratiques traditionnelles, financement des micro-projets.
- Création des chaînes de valeurs sur les filières de production traditionnelles
- Revitalisation de l'économie locale (création des BIA (Banque d'investissement agricole), des FIP (fonds d'investissement personnel))
- Mettre à la disposition des producteurs un bateau pour transporter leurs marchandises vers les autres territoires.

3.2.3.2. Recommandations issues du diagnostic des résultats

Cette étude a relevé des impacts positifs de la GDF sur l'état de conservations et la situation économique du territoire de Monkoto mais de nombreuses lacunes ont été citées notamment structurels d'après ce diagnostique on peut donc recommander :

- Les organes Institutionnels (ONG, organes de gestion et acteurs politiques) devraient :

- Former les communautés locales aux techniques agricoles avancées (culture sur billons, compostage, association de culture)
- Appuyer la modernisation de la pêche artisanale (filets, pirogues)
- Promouvoir la transformation locale des produits agricoles et forestiers
- Promouvoir la diffusion de pratiques de restauration naturelle assistée et la sylviculture.
- Rompre les combats politiques dans la prise des décisions de la GDF
- Réhabiliter et ouvrir des pistes rurales et points d'accès aux villages enclavés
- Mettre en place des coopératives d'intérêt économique pour mutualiser le transport, le stockage et la commercialisation
- Connecter les producteurs aux marchés régionaux (Boende, Mbandaka,Kinshasa)
- Appuyer la création des forêts communautaires avec un plan simple de gestion (PSG)
- Encourager l'intégration des forêts communautaires dans les mécanismes de paiements pour services écosystémiques (PSE) les marchés carbone volontaires,les crédits biodiversités conformément aux recommandations de (Karsenty, 2017).
- Mettre en place un zonage participatif du territoire forestier intégrant les zones agricoles, les aires de conservation, les zones de régénération et les habitats critiques. La mise en œuvre des fermes modèles (WWF, 2012) et accompagnement des producteurs
- Impliquer davantage les autorités locales, les chefs coutumiers, les femmes et les jeunes dans les instances de décision.
- Renforcer la coordination entre les ONG, l'ICCN, les services techniques étatiques et les communautés pour éviter les conflits et améliorer le bien être local
- Utiliser l'Ingénierie écologique pour augmenter la résilience écologique.

- Les populations locales devraient :

- Prendre conscience du potentiel économique des forêts et définir une approche systémique dans la gestion des terres et des ressources naturels
- Respecter les mesures de la GDF appliqué dans le corridor afin de sauvegarder l'intégralité écologique et développer l'économie de base de la localité
- Promouvoir des groupes d'intérêts commun dans les pratiques traditionnelles de gestion des ressources naturelles
- Participer au réunion de planification et les prises de décision encadrant la GDF
- Proposer des solutions Adaptées aux problèmes récurrents
- Ne pas se faire duper par les agents de développements qui ne vont pas dans l'atteinte des objectifs de la GDF.

- Les chercheurs devraient :

- multiplier plus de recherche sur la structuration économique et la sauvegarde des valeurs de conservations du corridor de Monkoto
- Proposer des solutions actualisées et faisables aux manquements qu'on a pu constater de la GDF dans la zone d'étude
- solliciter l'expertise des communautés locales pour les différentes études menées dans la zone
- partager de manière claire et limpide les compétences nouvelles dans les domaines de l'agriculture, élevage et autre.

4 Conclusion

L'analyse du potentiel économique du territoire de Monkoto a montré que cette zone dispose de ressources importantes capables de soutenir le développement économique des populations locales, à condition qu'elles soient exploitées de manière durable. Les forêts du corridor de Monkoto ne représentent pas seulement un patrimoine écologique, mais constituent également une base essentielle pour les moyens de subsistance des ménages, à travers l'agriculture, la pêche, la chasse contrôlée, les produits forestiers non ligneux et d'autres activités génératrices de revenus.

Les résultats de l'étude indiquent que les approches de gestion durable des forêts ont contribué à diversifier les sources de revenus et à réduire la dépendance exclusive à l'exploitation destructive des ressources naturelles. Elles ouvrent également la voie à de nouvelles opportunités économiques, notamment à travers les marchés émergents tels que les crédits carbone et les mécanismes de valorisation de la biodiversité, qui peuvent renforcer la stabilité économique du territoire tout en préservant les écosystèmes forestiers.

Cependant, le potentiel économique identifié reste encore insuffisamment valorisé en raison de plusieurs contraintes, notamment le manque d'infrastructures, la faible organisation de l'économie locale, l'accès limité aux marchés et la persistance d'activités illégales. Ces limites montrent que le développement économique du territoire de Monkoto nécessite un accompagnement plus structuré, fondé sur le renforcement des capacités locales, l'implication effective des communautés et une meilleure gouvernance des ressources naturelles.

En définitive, cette analyse permet de conclure que le territoire de Monkoto dispose d'un potentiel économique réel et prometteur, dont la valorisation durable peut contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations locales, tout en s'inscrivant dans une logique de développement équilibré et respectueux de l'environnement.

REFERENCES

Agrawal, A., & Ostrom, E. (2001). Collective action, property rights, and decentralization in resource use. World Development, 29(4), 485–514. https://doi.org/10.1016/S0305-750X(00)00141-8

Babbie, E. (2013). The practice of social research (13th ed.). Wadsworth Cengage Learning.

Bernard, H. R. (2017). Research methods in anthropology: Qualitative and quantitative approaches (6th ed.). Rowman & Littlefield.

Chambers, R. (1994). Participatory rural appraisal (PRA): Analysis of experience. World Development, 22(9), 1253–1268. https://doi.org/10.1016/0305-750X(94)90003-5

CIFOR. (2012). Analyzing REDD+ challenges and opportunities. Center for International Forestry Research.

COMIFAC. (2014). Plan de convergence pour la conservation et la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale 2015–2025. Commission des Forêts d'Afrique Centrale.

Debroux, L., Hart, T., Kaimowitz, D., Karsenty, A., & Topa, G. (2007). Forest-based poverty reduction: A review of evidence. World Bank.

De Merode, E., Homewood, K., & Cowlishaw, G. (2004). The value of bushmeat and other wild foods to rural households living in extreme poverty in Democratic Republic of Congo. Biological Conservation, 118(5), 573–581. https://doi.org/10.1016/j.biocon.2003.10.005

DSCRP. (2011). Document de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté. Gouvernement de la République Démocratique du Congo.

FAO. (2010). Global forest resources assessment 2010. Food and Agriculture Organization of the United Nations.

Geerling, C. (1980). Guide de terrain des principales formations végétales du Zaïre. INEAC.

Karsenty, A. (2017). Les paiements pour services environnementaux dans les pays tropicaux. CIRAD.

Karsenty, A., & Ferron, C. (2017). Institutional innovation in African forest management. Forest Policy and Economics, 75, 76–86. https://doi.org/10.1016/j.forpol.2016.12.003

Küchler, A. W. (1988). Vegetation mapping. Springer.

Lescuyer, G., Cerutti, P. O., Essiane, E., & Tsanga, R. (2012). Economic contribution of the forestry sector in Cameroon. CIFOR.

Nasi, R., Taber, A., & Van Vliet, N. (2011). Empty forests, empty stomachs? Bushmeat and livelihoods in the Congo and Amazon basins. International Forestry Review, 13(3), 355–368. https://doi.org/10.1505/146554811798293872

PNUD. (2023). Profil socio-économique de la province de la Tshuapa. Programme des Nations Unies pour le Développement.

Rainforest Foundation. (2015). Forests, livelihoods and governance in the Congo Basin. Rainforest Foundation UK.

REDD+ RDC. (2018). Stratégie-cadre nationale REDD+. Ministère de l'Environnement et Développement Durable.

Shackleton, C. M., Shackleton, S. E., & Shanley, P. (2007). Building a holistic picture: An integrative analysis of current and future prospects for non-timber forest products in a changing world. International Forestry Review, 9(4), 727–747.

Tiani, A. M., Akwah, G., & Nguiebouri, J. (2008). Women's participation in community forest management in Cameroon. International Forestry Review, 10(3), 507–520.

UNDP. (2023). Human development report: Democratic Republic of Congo. United Nations Development Programme.

Wasseige, C., De Wasseige, C., Flynn, J., & Nasi, R. (2014). Les forêts du bassin du Congo – État des forêts 2013. OFAC.

WWF. (2012). Modèles de fermes durables en zones forestières. World Wide Fund for Nature.

WWF-DRC. (2017). Rapport sur la conservation du paysage de la Salonga. World Wide Fund for Nature – République Démocratique du Congo.